



68^e session de l'Assemblée générale

Sixième Commission

Point 110 de l'ordre du jour

Mesures visant à éliminer le terrorisme international

Measures to Eliminate International Terrorism

New York, le 7-8 octobre 2013

Déclaration de la Suisse

Monsieur le Président,

Le Comité spécial a clôturé sa session en avril dernier sans avoir réellement progressé dans la finalisation du projet de convention générale sur le terrorisme international. Au contraire, il recommande à la sixième Commission de reprendre les travaux et d'examiner la convocation éventuelle d'une conférence de haut-niveau lors de la soixante-neuvième session, dans le cadre d'un groupe de travail. La Suisse est disposée à appuyer cette recommandation.

Néanmoins, elle regrette vivement qu'à ce jour ni la Commission, ni le Comité ne soient parvenus à répondre à l'appel lancé dans le document final du Sommet mondial de 2005 et dans la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU, visant à conclure une convention générale sur le terrorisme international. L'aboutissement des négociations aurait conforté l'Assemblée générale dans son rôle d'organe doté d'une légitimité universelle et d'une responsabilité particulière pour définir des normes juridiques, y compris en matière de lutte contre le terrorisme. Cet aboutissement aurait renforcé nos efforts pour contrer les attentats terroristes et aurait permis à la communauté internationale de disposer enfin d'une définition harmonisée du terrorisme en tant que crime international.

La Suisse demeure convaincue dès lors que la conclusion d'une convention générale est justifiée. Elle est prête, le moment venu, à entamer une discussion constructive avec les autres délégations, afin que nos efforts communs soient enfin récompensés.

Pour sa part, elle continuera d'œuvrer à la lutte contre la menace terroriste. La Suisse réitère son soutien immuable en faveur d'une approche intégrée de la lutte contre le terrorisme, qui associe la sécurité, le développement et le respect des droits de l'homme. La prise en compte de ces notions dans la lutte contre le terrorisme figure au premier plan de la Stratégie antiterroriste mondiale de

l'ONU. Pour consolider cette stratégie, l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF) et la Suisse ont organisé à Genève en juin dernier la seconde Conférence internationale des points focaux de la lutte antiterroriste.

Cet été, nous avons aussi lancé, avec le concours de la Norvège et du Centre sur la coopération mondiale contre le terrorisme, une nouvelle initiative visant à valoriser la révision biennale de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU. Nous commencerons par élaborer à l'intention des Etats membres une série de propositions portant sur les directives et priorités en matière de présentation des rapports, qu'ils pourront examiner en prévision de la prochaine révision du document. Ces propositions permettront de rationaliser la présentation des rapports et de garantir ainsi qu'au moment de la révision, une attention suffisante soit accordée à chacun des quatre piliers de la stratégie. Dans un deuxième temps, nous envisageons de proposer notre appui au CTITF afin de compléter le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la mise en œuvre de la stratégie, de sorte qu'il énonce des priorités, des critères précis et des indicateurs à l'intention des Etats membres de l'ONU, qui seront considérés comme partie intégrante du processus de révision. Nos propositions prendront en compte les priorités des entités de l'Equipe spéciale pour la mise en œuvre de la stratégie.

Nous sommes également très reconnaissants envers l'Arabie saoudite pour sa contribution généreuse à l'intention du Centre des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (UNCCT). Pour tirer pleinement profit de cette contribution, nous devons tenir compte des relations que l'UNCCT entretient avec l'Equipe spéciale et ses entités, de même qu'avec les Etats membres. Il est important notamment de répondre à une série de questions. Par exemple: qu'entend-on par une gouvernance et une structure de direction efficaces et légitimes? Sur quels critères l'UNCCT se fondera-t-il pour sélectionner les projets de renforcement des capacités qu'il entend soutenir? Quelles mesures le Centre prendra-t-il pour garantir une mise en œuvre intégrée des quatre piliers de la stratégie, dans le cadre de ses propres activités?

La Suisse soutient également l'initiative conjointe de la DECT et de l'ONUJDC destinée à concevoir des dispositifs d'enquêtes et de poursuites antiterroristes efficaces qui s'inscrivent dans le respect des droits de l'homme et de la primauté du droit. L'initiative a été lancée à Genève les 2 et 3 octobre, en présence de procureurs et enquêteurs de 24 Etats et de représentants d'une douzaine d'organisations internationales.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Unofficial translation

Mr Chairman,

The Ad Hoc Committee concluded its meeting last April without having achieved any real progress in finalizing our work on the Comprehensive Convention on International Terrorism. Instead, it recommends to the Sixth Committee that it revert to this task at the sixty-ninth session within the framework of a working group, along with the question of convening a high-level conference. Switzerland is willing to support this recommendation.

However, we also deeply regret that neither the Committee nor the Ad Hoc Committee have so far been able to heed the call of the final outcome document of the 2005 World Summit and the UN Global Counter-Terrorism Strategy to conclude a Comprehensive Convention on International Terrorism. The successful conclusion of our negotiations would have underscored the role of the

General Assembly as the principal organ whose legitimacy is universally recognized and which has unique authority in setting standards, including in the area of combating terrorism. It would have reinforced our efforts to prevent terrorist attacks. And it would have provided the international community with the long-sought unifying definition of terrorism as an international crime.

Switzerland therefore continues to believe that the conclusion of the Comprehensive Convention is warranted. It stands ready to contribute constructively with delegations once the time has come for our common efforts to bear fruit.

We will also continue our efforts to address the threat of terrorism. Switzerland reaffirms its continued support to a holistic approach to the fight against terrorism, combining security, development and respect for human rights. The integration of these concepts in combating terrorism is most prominently enshrined in the UN Global Counter-Terrorism Strategy. To support this UN strategy, the United Nations Counter-Terrorism Implementation Task Force (CTITF) and Switzerland organized the Second International Counter-Terrorism Focal Points Conference in Geneva last June.

This summer, together with Norway and the Center on Global Counter-terrorism Cooperation, we also launched a new initiative with the aim of enhancing the biennial review of the UN Global Counter-Terrorism Strategy. We will first develop a set of suggested reporting guidelines and priorities for UN Member States to consider in advance of the next Strategy Review. This will help to streamline the reporting process and ensure that all four pillars of the Strategy are given sufficient attention during the Review. Second, we intend to offer our support to the CTITF to enhance the UN Secretary General's report on Strategy implementation so that it contains priorities, clearer criteria and indicators for UN Member States to consider as part of the Strategy Review process, taking into account CTITF entities' priorities in the implementation of the Strategy.

We are also grateful for the very generous donation by Saudi Arabia to the UN Counter-Terrorism Centre (UNCCT). In order to enjoy the full benefit of this donation, consideration needs to be given to the UNCCT's relationship with the CTITF and its entities, as well as with Member States. Answers to the following questions should be discussed, such as how an efficient and legitimate governance and management structure would look. And on what basis will the UNCCT take its decisions to support a specific capacity-building project? How will the centre ensure within the framework of its activities that it can support a holistic implementation of all four pillars of the Strategy?

Switzerland is also supporting the joint CTED/UNODC initiative on effective counter-terrorism investigations and prosecutions while respecting human rights and the rule of law. The launch event took place on 2-3 October in Geneva, bringing together prosecutors and investigators from 24 states and representatives from a dozen international organizations.

Thank you, Mr Chairman.